

## Quelques commissaires bien indépendants

William Pellier

**Peter Mandelson** (Royaume-Uni, commerce)

L'éminence grise de Tony Blair, 50 ans, succède à Pascal Lamy à un poste politiquement très sensible. Au centre de ses préoccupations : les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce, actuellement en panne. Certains redoutent qu'il ne relance l'idée d'une zone de libre-échange transatlantique. « La globalisation punit sévèrement les pays qui essaient de gérer leurs économies en ignorant les réalités du marché ou d'une gestion prudente des finances publiques. Dans ce sens, et dans le besoin urgent de lever les rigidités et d'incorporer de la flexibilité dans les marchés des capitaux, du travail et des marchandises nous sommes désormais tous thatchériens » [Peter Mandelson, *The Times*, 10 juin 2002]

**Neelie Kroes-Smit** (Pays-Bas, concurrence)

Proche du monde de l'entreprise, elle a notamment réalisé la privatisation partielle de la Poste néerlandaise [*Challenges*, le magazine de l'économie]. Le cas de la commissaire désignée à la Concurrence, Neelie Kroes, est, lui, toujours en suspens. Il fait l'objet d'une demande d'explication complémentaire, adressée à José Manuel Barroso. La présidente de la commission parlementaire des Affaires économiques, Pervenche Bérès, a demandé que soient précisées les conditions dans lesquelles la Néerlandaise se dégagera des dossiers lorsqu'elle se trouvera en conflit d'intérêts. Neelie Kroes, qui a cumulé les sièges dans les conseils de surveillance (Volvo, Thales...), a en effet promis de ne pas traiter les dossiers des entreprises où elle a été impliquée. Dans l'attente de ces précisions, la commission des Affaires économiques a émis un avis mitigé sur la candidature de Neelie Kroes. [*La Tribune*, 10 août 2004, du temps où Neelie n'était pas encore commissaire.]

**Danuta Hübner** (Pologne, politique régionale)

« Prévenir les délocalisations, les stopper par des règles artificielles travaillerait donc contre la compétitivité des entreprises. Ce que nous devons faire, au contraire, c'est faciliter les délocalisations au sein de l'Europe. Ainsi les sociétés européennes seront globalement plus fortes car elles pourront abaisser leurs coûts ». [Danuta Hübner, *La Tribune*, 8 février 2005]

**Stavros Dimas** (Grèce, environnement)

Il a été tour à tour avocat d'affaires, notamment pour une firme de Wall Street, secrétaire général de Nouvelle Démocratie, la droite grecque, ministre du Commerce, puis de l'Agriculture, enfin de l'Industrie. [*La Tribune*, 26 octobre 2004]

**Franco Frattini** (Italie, justice, liberté et sécurité)

Membre du comité directeur de Forza Italia depuis 1998, il est nommé ministre à 37 ans dans le premier gouvernement Berlusconi. En 2002, Silvio Berlusconi lui confie la diplomatie italienne, mettant ainsi fin à une situation inédite : le cumul par Silvio Berlusconi du poste de chef de gouvernement et de chef de la diplomatie. [*La Revue parlementaire*, n° 875]

**Charlie McCreevy** (Irlande, marché intérieur et services)

L'ultralibéral Charlie McCreevy succède à Frits Bolkestein à un poste très convoité. Le Premier ministre irlandais Bertie Ahern n'en espérait pas moins pour celui qu'il dit être son « meilleur ministre et ami ». Ministre des Finances depuis 1997, Charlie McCreevy fait partie des artisans du « miracle celtique », en référence au boom économique irlandais. Avec sa politique très incitative aux investissements étrangers, il a fait de l'île un eldorado des multinationales américaines qui peut se targuer d'une croissance supérieure à celle de la moyenne de la zone euro. Au détriment cependant, selon ses opposants, de la qualité des services publics et de l'égalité sociale. [*Europa*, © Communautés européennes, 1995-2005]